unités de la Légion royale canadienne en vue de faire modifier le tarif postal sur les publications afin de leur permettre de maintenir leurs expéditions aux anciens combattants? En l'occurrence, le ministre peut-il faire connaître sa décision?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications): Nous avons traité toutes les demandes de la Légion au même titre que celles d'autres associations. Il y a une bien modeste augmentation du tarif annuel, parfois 30c., parfois 40c., et comme on l'a dit hier, 27c. par année permettraient de recouvrer toutes les majorations de frais postaux.

## LA TÉLÉVISION

LE SPECTACLE DE DON MESSER À LA STATION D'HAMILTON

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Ma question s'adresse au premier ministre. Vu que la ville d'Hamilton par l'entremise du poste CHCH-TV a manifesté son intérêt à la vie culturelle du pays en assurant la reprise du spectacle Don Messer au profit de millions de Canadiens, ce qui contribuera pour beaucoup à dissiper l'image de ville ouvrière de cette grande localité, le premier ministre usera-t-il de ses bons offices pour persuader ses collègues qu'il faudrait donner à la ville d'Hamilton un engagement ferme sous forme de subvention, qui, soit dit en passant, lui a été promise, afin de permettre l'achèvement de l'amphithéâtre d'Hamilton et de soutenir cet intérêt d'ordre culturel?

M. l'Orateur: A l'ordre. L'exposé du député devrait figurer au Feuilleton.

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): En guise de question supplémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre, il ne peut y avoir de question supplémentaire puisque la question initiale figurera au Feuilleton.

### LES CÉRÉALES

LA SUPPRESSION GRADUELLE DES SUBVEN-TIONS AUX GRAINS DE PROVENDE

M. Frank Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais m'adresser au ministre de l'Agriculture. Le 16 mai, j'ai posé une question à propos de la suppression graduelle des subventions aux grains de provende, qui, en raison de l'absence du ministre, a été tenue pour préavis. Jusqu'ici, le ministre a-t-il eu le temps d'examiner ma question et dirait-il à la Chambre quand elle peut compter obtenir une réponse?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'examinerai l'affaire.

[M. Marshall.]

# LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA PÉNURIE DE CONTRÔLEURS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre des Transports. L'autre jour, il s'est dit disposé à faire une déclaration à l'appel des motions à propos des contrôleurs de la circulation aérienne. Je me demande quand il sera prêt à la faire.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la rencontre avec les contrôleurs, qui constituera, je le répète, un prélude approprié à cette déclaration, doit avoir lieu le 4 juin, je pense. Je pourrai sans doute faire ma déclaration quelques jours après.

### PENTICTON (C.-B.)—LA NOMINATION D'UN CONTRÔLEUR DE LA CIRCULATION AÉRIENNE

M. Bruce Howard (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme une autre collision majeure est survenue récemment à l'aéroport de Penticton, en Colombie-Britannique, je voudrais demander au ministre ce qu'on fait en vue de désigner un contrôleur de la circulation aérienne à cet aéroport?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, on mène présentement une enquête sur l'accident, et notamment sur la sécurité du contrôle de la circulation aérienne dans cette région.

[Français]

#### LA CONSTRUCTION MARITIME

«CANADIAN VICKERS»—LE RÉEMPLOI DES OUVRIERS MIS À PIED

M. l'Orateur: L'honorable député de Villeneuve.

M. Réal Caouette (Témiscamingue): De Témiscamingue, monsieur l'Orateur.

Je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Le gouvernement a-t-il entamé des pourparlers avec les autorités provinciales de Québec ou a-t-il reçu des suggestions du premier ministre Bertrand relativement à la *Ca*nadian Vickers de Montréal, et les deux gouvernements sont-ils sur le point d'en arriver à une entente pour aider les employés mis à pied?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'ai pas connaissance, monsieur l'Orateur, d'avoir reçu de communications du premier ministre Bertrand à cet effet.